



Quand le marché du carbone permet l'autofinancement de projets de développement

Valoriser des projets de développement par le marché volontaire du carbone, sur leur capacité à diminuer les émissions de CO₂, pour pouvoir les réaliser

Etat des lieux – Enjeux

Le monde comporte toujours des problèmes socio-environnementaux criants : pauvreté, manque de services (eau, soins, électricité, assainissement), problèmes environnementaux (biodiversité, émissions de Gaz à Effet de Serre ou GES, finalité des ressources, pollution).



Les cuisinières traditionnelles génèrent beaucoup de fumée tout en consommant une quantité de bois excessive - Photo Microsol

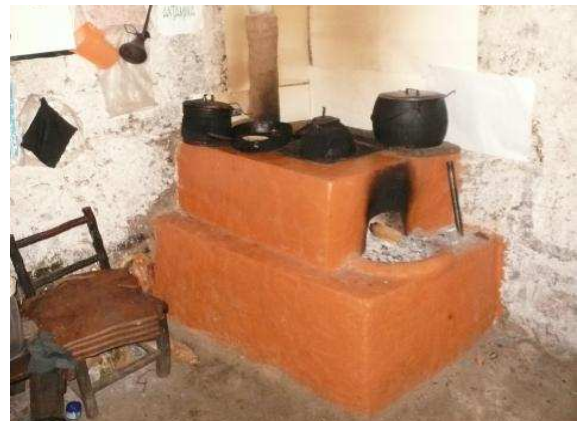
Ces problèmes sont plus concentrés dans les pays du sud où un développement technologique est nécessaire pour faciliter l'éducation et l'évolution des connaissances, afin de sortir de ce cercle vicieux.

Malgré leur volonté, les ONG, les collectivités mettent en place des projets de développement, trébuchant toujours sur l'aspect financier, sujet à une certaine instabilité (subventions, donations, mécénats). Depuis 2004, deux marchés organisent les échanges de tonnes de CO₂ entre pays développés et pays en développement, permettant ainsi un transfert de technologies. Le marché officiel du protocole de Kyoto est réservé aux entreprises des pays développés, ayant l'obligation de compenser leurs émissions. Il ne s'adresse qu'aux gros projets. Le marché volontaire s'adresse à des compensateurs volontaires : particuliers,

entreprises, gouvernements, leur permettant de compenser volontairement leurs propres émissions de carbone incompressibles, via l'achat de tonnes de CO₂ évitées ou absorbées dans les pays en développement.

Solution

Après s'être rapprochée d'ONG de développement expérimentées sur l'utilisation de cuisinières améliorées, Microsol les aide à trouver un financement complémentaire pour permettre le développement de nouveaux projets, via la vente des tonnes de CO₂ non émises, grâce à ces cuisinières améliorées.



Les cuisines améliorées consomment moins de bois et donc évite en moyenne une d'émission de 1 à 3 tonnes/an de CO₂ par cuisinière - Photo Microsol

Installée depuis 2007 au Pérou, cette entreprise sociale recherche les sites éligibles au financement par valorisation de CO₂ non émis, sur des projets à fort impact socio-environnemental. Elle s'intéresse aux aspects anthropologiques, sociaux et culturels pour éviter les erreurs. A travers une méthodologie drastique, requise par le marché volontaire (réquisitoires, vérifications, validation), Microsol appuie les différents acteurs (bénéficiaires, financeurs, ONG etc.) dans la définition et l'implantation des projets pour mieux valoriser leur efficacité sur les émissions.



Les membres de Microsol et des ONG partenaires ont de nombreuses interactions dans leur travail – Photo Microsol

Elle aide à l'optimisation des projets, en organisant des échanges d'expériences avec les acteurs du milieu. Le financement est reçu a posteriori, en fonction de l'efficacité énergétique de la cuisinière sur l'année passée. Cela tire le projet vers le haut pour diminuer encore les émissions de GES.

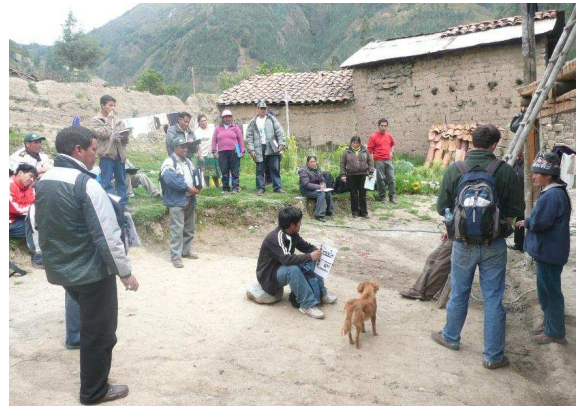


Les campagnes de mesures du combustible - le bois - permettent d'évaluer le nombre de tonnes de carbone réellement évitées – Photo Microsol

Pour aller plus loin : Coupler à une formation solide

L'expérience montre que 80% des résultats proviennent de l'utilisateur, quand seulement 20% sont dus à la technologie elle-même. Pour chaque nouvelle cuisinière, une formation est ainsi nécessaire pour aider les bénéficiaires à optimiser le fonctionnement, comprendre, et réparer cette technologie. Ce qui permet une durabilité des impacts positifs :

- économique : gain de temps et économie d'argent pour la famille ;
- de santé : la cheminée d'une cuisinière améliorée permet d'évacuer la fumée, source de maladies pulmonaires et de dénutrition ;
- environnemental : économie de bois, réduction de la déforestation et de la pollution.



Microsol forme les bénéficiaires comme les monteurs de projets pour améliorer l'efficacité du travail – Photo Microsol

Freins

Le modèle de calcul valorise tous les gaz en référence au CO₂. Cependant, les paysans utilisent parfois des excréments de vaches, chargés en méthane (CH₄), pour la cuisson des aliments. Or le pouvoir réchauffant du CH₄ est 21 fois plus important que celui du CO₂, donc ses émissions sont plus dangereuses et devraient être davantage surveillées et valorisées par le marché de valorisation.

Se référant à une ligne de base de résultats, de nombreux projets de valorisation prennent en compte des efficacités de laboratoire, non réellement vérifiées et non atteintes sur site d'où une valorisation carbone surestimée. Additionné au manque d'authentification de projets valorisables par le carbone et au manque de vérification, ce manque de rigueur risque de décrédibiliser le marché volontaire.

Perspectives

Depuis 2007, Microsol développe son activité au Pérou et au Chili. Sachant que plus de 3600 cuisinières améliorées, devraient être installées d'ici à 2010, la réduction anticipée est de 7 099 tonnes de CO₂ par an, à faire vérifier par une autorité indépendante accréditée par l'ONU.

De nombreuses ONG, travaillant pour la limitation des émissions de GES, sont peu familiarisées avec le marché carbone, alors que celui-ci peut devenir un souffle économique pour le développement de projets.

Contact :

Microsol : www.microsol-int.com

Béatrice Louis et Guillaume Mouton
Projet EcoAmerica – Janv. 2009
www.nature-propre.org

